

CENTRAFRIQUE

Le conflit religieux est-il dépassé ?

Imams et prêtres ont œuvré ensemble en République Centrafricaine pour réconcilier les communautés. Mais le pays reste un territoire incontrôlé perméable aux influences radicales qui sont souvent étrangères aux traditions locales.

C'est après un voyage au Rwanda que Francine Ndemade a réalisé que les violences interconfessionnelles qui ont ravagé la République Centrafricaine entre 2012 et 2014 n'étaient pas d'origine religieuse. Pourtant, le 5 décembre 2013, Francine a vu ses deux fils se faire massacrer sous ses yeux devant l'hôpital de Bangui par des milices musulmanes. Cet événement insoutenable l'a plongée pendant plusieurs années dans le désespoir et la haine. Mais lorsqu'elle a été invitée au Rwanda en 2016 pour comprendre comment le pays a surmonté les tensions meurtrières qui ont conduit au génocide des Tutsis, Francine a soudain compris que les tensions religieuses en Centrafrique avaient surtout été la conséquence d'une manipulation politique. A son retour, elle a donc décidé de fonder l'Association des victimes de la crise, avec Aisha, une compatriote musulmane qui a vu, elle, son fils être assassiné par des milices chrétiennes. "C'est une association pour les deux communautés", assure aujourd'hui Francine Ndemade, également coordinatrice des associations des victimes de la crise centrafricaine. "Nous cherchons à obtenir réparation pour toutes les victimes, musulmanes ou chrétiennes."

Une cohabitation religieuse longtemps paisible

Francine n'est pas la seule à tenter de prendre de la distance par rapport à la dérive confessionnelle des violences en République centrafricaine. Dans ce pays grand comme la France, mais peuplé d'à

peine 5 millions de personnes, dont 85% de chrétiens environ, la cohabitation des deux religions a longtemps été plutôt paisible. Les mariages mixtes étaient nombreux et la religion suivie par les enfants se faisaient selon le choix des parents. Nombreux étaient donc ceux qui avaient un pied dans chaque religion, célébrant Noël dans la famille de l'un et la naissance du prophète dans celle de l'autre. "Ma mère était chrétienne", assure l'imam Boubacar Goni Boucar qui a participé à de nombreux forums interreligieux et anime aujourd'hui une radio, installée au cœur du quartier musulman PK5 dans le centre de la capitale.

C'est dans les années 2000 que l'hostilité religieuse s'est développée dans la foulée de l'arrivée au pouvoir du président François Bozizé en 2003 et de l'expansion des mouvements djihadistes. Les nomades Peuls musulmans, souvent marginalisés économiquement, ont été gagnés par cette idéologie meurtrière tandis que le réchauffement climatique les a poussés vers le sud plus verdoyant, mais habité généralement par des populations sédentaires chrétiennes. Une situation qui ne concerne pas seulement la République centrafricaine. Elle touche tous les pays placés à cheval sur la bande aride du Sahel (au nord) et l'Afrique tropicale (au sud), soit le Nigeria, le Burkina ou encore le Soudan.

Séléka vs Antibalaka

Cette lutte ancestrale entre nomades et sédentaires a pris depuis une décennie un tour tragique dans nombre de ces pays,

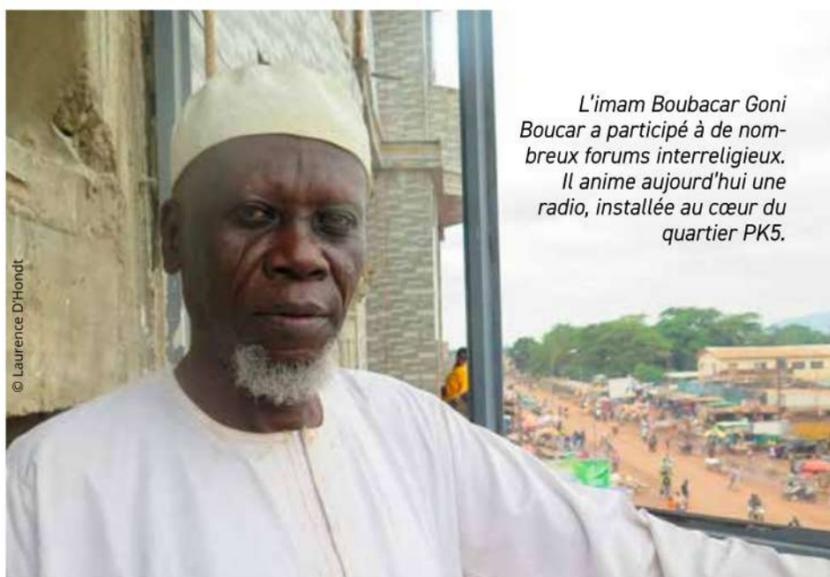
affectant leur stabilité d'autant qu'elle oppose souvent musulmans et chrétiens. En Centrafrique, qui a l'essentiel de ses terres en zone tropicale, cette tension était faible, mais suffisante pour enflammer le pays et le diviser entre Séléka (une coalition de groupes armés essentiellement musulmans) et les Antibalaka chrétiens. Ils se sont entretués jusqu'au cœur de la capitale, Bangui.

Malgré une nature luxuriante et forestière, un paysage constellé de collines boisées, de larges fleuves promesses d'abondance, l'histoire de la Centrafrique n'a jamais été paisible. Dès le milieu du XVIII^e siècle, elle est vidée de ses habitants par les razzias esclavagistes organisées par les sultans installés au nord. Un siècle plus tard, les Français y mènent une colonisation brutale mais négligente. Le pouvoir colonial préfère livrer ses terres vierges à des concessions privées plutôt que d'y construire, routes, hôpitaux et écoles. Les exactions commises à l'occasion de la récolte du caoutchouc n'ont rien à envier à celles du Congo voisin. L'indépendance du pays en 1960 va permettre aux dirigeants centrafricains de poursuivre cette logique d'un Etat rentier de sociétés privées qui exploitent le bois, les diamants ou encore l'or... Depuis, l'état du pays s'est dégradé avec une constance devenue meurtrière, déclenchant d'innombrables rébellions armées.

Le cardinal Nzapalainga, acteur de la réconciliation

Face à la dérive confessionnelle de ces rébellions, l'Eglise catholique a décidé de prendre son bâton de pèlerin. Dans de nombreux coins reculés du pays, elle est la seule à assurer encore une présence en lien avec la capitale. Après la venue du pape François en 2015, le cardinal Dieudonné Nzapalainga (lire ci-contre) s'est décidé à devenir un acteur audacieux de la réconciliation, en parcourant le pays au côté de l'imam Kobine Layama, remplacé aujourd'hui par l'imam Abdoulaye Ouasselegue. Avec le pasteur protestant, Nicolas Guerekoyamé Gbangou, de l'Alliance des évangéliques de Centrafrique (AEC), les trois représentants religieux se retrouvent au sein de la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique (PCRC) et tentent par la parole d'éviter que les affrontements ne dégénèrent à nouveau en guerre de religions. Autant d'initiatives qui, selon le père Léon, un salésien de Don Bosco, ont permis à la Centrafrique de faire tomber "le mur de Berlin".

L'imam Boubacar Goni Boucar a participé à de nombreux forums interreligieux. Il anime aujourd'hui une radio, installée au cœur du quartier PK5.



Le quartier musulman PK5 dans le centre de Bangui.

Les musulmans se sentent discriminés et stigmatisés

Mais la vie demeure âpre en RCA. Dans la capitale, qui est la ville la mieux lotie du pays, seules quelques routes sont asphaltées et la grande majorité des personnes n'ont pas d'emplois stables, les obligeant à chercher toute la journée à trouver de quoi remplir l'assiette d'une famille souvent nombreuse. Dans le quartier musulman PK5, qui demeure à la fois l'un des plus actifs mais aussi l'un des plus violents de Bangui, une certaine tension reste palpable. Les tracasseries administratives faites aux musulmans notamment à la douane ou encore pour l'obtention de leurs papiers d'identité alimentent toujours le sentiment d'être discriminés et stigmatisés comme des étrangers menaçant l'unité du pays. Dans les rues bondées du

marché de PK5, l'installation de marchands tchadiens soulève des suspicions sur leurs intentions réelles. "Il y a encore beaucoup d'armes ici, ce qui rend la sécurité volatile", explique Euphrem, un journaliste de la station de radio Hironnelle, la plus écoutée de la capitale. "Et certains prédicateurs venus de l'extérieur prônent un islam radical qui travaille les esprits."

Bangui apaisée, mais ailleurs...

Si le gouvernement actuel de Faustin-Archange Touadéra a restauré une certaine stabilité à Bangui, grâce notamment à la présence des mercenaires russes du groupe Wagner, il reste difficile d'assurer que la réconciliation religieuse est pérenne. "La réconciliation est un mot galvaudé par les politiques. Elle n'a été réalisée que par les autorités religieuses qui n'ont pas tant de contrôle sur les populations", assure Stephen Smith, journaliste, auteur et professeur d'études africaines à l'université Duke, dans un livre* collectif consacré à la Centrafrique. La capitale a toujours été coupée d'une grande partie de la population par manque d'infrastructures routières, mais également par un faible maillage d'écoles ou d'hôpitaux. Aujourd'hui, la Centrafrique qui était autrefois surnommée la "Cendrillon de l'empire français" est toujours un des trois derniers pays au monde en terme de développement selon le dernier rapport de l'indice de développement humain des Nations unies.

Laurence D'HONDT, envoyée spéciale en Centrafrique



Pour le père Léon, prêtre salésien, les initiatives prises par la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique ont permis à la Centrafrique de faire tomber "le mur de Berlin".

*Making sense of the Central African Republic. Zed Books, 2015

Reportage réalisé avec le soutien du Fonds pour le journalisme, en Fédération Wallonie-Bruxelles.